



La Politique Foncière Nationale validée

Il a fallu plus de cinquante ans pour que la République Démocratique du Congo s'engage absolument vers une nouvelle politique foncière. Après celle datant de l'époque coloniale, le document de la politique foncière nationale a été validé le mercredi 17 novembre à Kinshasa, par toutes les parties prenantes impliquées dans le processus de la réforme de ce secteur initiée depuis 2012, par le gouvernement de la RDC. Cette étape est cruciale pour que le pays se dote enfin d'une nouvelle politique foncière, dans les tous prochains jours.

Pendant trois jours des travaux en plénière et dans les groupes thématiques, les participants emmenant des diverses entités territoriales et sectorielles ont échangé et débattu pour aboutir à un Document de Politique Foncière Nationale véritablement issu d'un consensus national, comme l'a reconnu le Ministre Congolais des Affaires foncières Molendo Sakombi.



« Je suis à la fois fier et heureux de constater que les présentes assises vous ont permis de relever ce grand défi de doter la République démocratique du Congo d'un document consensuel de politique foncière nationale. Je suis particulièrement admiratif de la qualité du travail que vous avez abattu pendant ces trois jours, dans un climat d'ouverture et de dépassement enfin d'offrir au Pays cet outil fondamental de la gouvernance foncière qui lui manquait tant », a-t-il déclaré.

Parmi les innovations que ce document apporte dans le secteur foncier, il y a la réforme sur les terres agricoles, un moyen efficace pour promouvoir les acteurs de ce secteur et de lutter contre l'insécurité alimentaire dans le pays.

La FAO, partenaire indispensable dans le secteur agricole en RDC s'en réjouit et attend voir toutes ces réformes se matérialiser pour le bien-être des acteurs du secteur agricole en RDC.

« Que ce document de politique foncière soit validé, pour nous c'est une véritable aubaine puisque ça va nous permettre dans la politique agricole, d'aborder toutes les questions relatives à la sécurité foncière des agriculteurs avec beaucoup plus d'aisance. Parce que dans le document de la politique foncière nous allons déjà trouver suffisamment d'éléments pour sécuriser les agriculteurs, pour renforcer leur sécurité foncière et pour pouvoir promouvoir la relance agricole dans notre pays », a dit Serge Sabi Oleko de la FAO.



Lors de la cérémonie officielle de clôture de cet atelier, on pouvait noter la présence des représentants de plusieurs partenaires techniques et financiers du Gouvernement congolais dans ce processus de la réforme foncière. Tous ont salué l'aboutissement heureux, la validation du document et espèrent voir ces réformes concrètes sur terrain.

« Pour nous, la suite va être la véritable réforme. Comment mettre en œuvre toutes ces idées innovantes, toutes ces préoccupations capitalisées des expériences et réalités sur le terrain. Nous comptons sur la feuille de route, ou le plan d'action, mais surtout sur les mesures transitoires qui vont être prises dès la promulgation enfin d'endiguer les processus d'accaparement des terres et de thésaurisation que certaines élites, autorités et hommes de pouvoir ont commencé à l'annonce de la réforme foncière », a déclaré Angélique Mbelu de la Stratégie Nationale d'Engagement (SNE)

Tout est bien qui finit bien, c'est dans un ton très solennel que le Patron des affaires foncières a déclaré clôt l'atelier de validation du Document de politique foncière nationale, s'engageant en tant que gouvernement de la République à poursuivre cette procédure en demandant à la CONAREF d'amorcer dans les prochains jours, la capitalisation des dernières contributions recueillis à l'occasion de ces trois jours des travaux.

Notons par ailleurs que ce document validé sera incessamment soumis à une évaluation environnementale, et au Conseil des Ministres pour sa validation. Ensuite, se suivra la signature d'un Décret du Premier Ministre qui le rendra effective.